

# « En Europe, les opinions publiques ont peur du saut dans l'inconnu »

**Jean-Dominique Giuliani:** « Tout se passe comme si le "plafond de verre" des populismes était constitué par la remise en cause de l'appartenance à l'Union européenne, voire à l'euro »

**L**e référendum sur le Brexit le montre une nouvelle fois : le « bouc émissaire européen » fonctionne à plein. Pourtant les fondations de l'Union européenne sont plus solides qu'il n'y paraît, notamment parce que les opinions publiques ont peur du saut dans l'inconnu.

Ce bouc émissaire est utilisé à peu près partout en Europe. L'arme préférée des extrémistes, dont le caractère populiste est ainsi confirmé, est le référendum. Depuis les débuts de la Communauté européenne, 56 référendums ont été organisés au sein de l'Union. Bien que seuls 16 d'entre eux ont été négatifs, les partis populistes continuent à les réclamer, en falsifiant ainsi l'arme suprême contre l'intégration européenne démontrant les réticences des peuples.

**Nationalisme et populisme.** Outre le référendum britannique du 23 juin, ce recours au peuple contre les élites justifie aussi la politique hongroise, celle du nouveau gouvernement polonais, de l'Alliance contre nature entre les sociaux-démocrates slovaques et le Parti national slovaque d'extrême droite. Elle est fondée sur un concept de gouvernement « illibéral » qui emprunte autant au nationalisme le plus traditionnel qu'au populisme dans ses formes les plus récentes. La victoire électorale autorise la domination sur tous les organes de pouvoir, parfois au mépris des constitutions et des traités, toujours au nom de la volonté du peuple, souvent au nom de l'efficacité.

Cette remise en cause de la conception européenne de l'État de droit est vraisemblablement l'un des défis les plus importants posé non seulement aux Européens, mais aussi à tous ceux qui sont attachés à la démocratie représentative. Elle dénote en réalité une pensée politique bien courte qui s'abstrait de toute interrogation philosophique approfondie. Jean-Jacques Rousseau lui-même, contempteur du régime représentatif, n'avait-il pas énoncé ce questionnement : « La volonté générale est toujours droite, mais le jugement qui la guide n'est pas toujours éclairé. »

L'Union européenne et ses politiques sont ainsi devenues les cibles commodes de classes politiques perturbées par l'irruption des populismes. Outre certains dysfonctionnements réels qui, dans le contexte, rencontrent plus d'écho que mérité, les europhobes ont trouvé dans la poussée populiste un vecteur inattendu. Les populistes ont agrégé l'euro-scepticisme à un rejet global des élites et des gouvernants.

Il n'en demeure pas moins que les multiples interrogations internes des Européens, qui ressassent à l'envi que « l'Europe est en danger de disparition » ou de dislocation, témoignent d'un grand trouble de la classe dirigeante qui avait oublié ce conseil du président de la Commission Jean-Claude Juncker, dans *Der Spiegel* : « Les démons du nationalisme n'ont pas été bannis, ils sont simplement endormis. » Ont-ils pour autant une réelle chance de l'emporter et d'emporter avec eux la construction européenne ?

**Résilience européenne.** Cinq États membres de l'Union ont vu des partis soit extrémistes, soit populistes, soit nationalistes, accéder aux fonctions gouvernementales : la Finlande, la Hongrie, la Slovaquie, la Grèce, la Pologne. Si l'on en croit l'exemple autrichien, lorsque le FPÖ participait à la coalition au pouvoir (2000-2005), ces expériences paraissent sans lendemain. La résilience européenne face aux provocations, aux accrocs à l'État de droit ou aux règles communes, est bien réelle. L'Union est capable de venir à bout sans drame « d'accidents démocratiques » ayant porté au pouvoir des partis d'un bord extrême. L'accession au gouvernement des Vrais Finlandais, en 2015, semble confirmer cette thèse.

Pourtant les dérives hongroises ou polonaises, la très curieuse situation grecque ou la

menace du Front national ont ravivé les inquiétudes. La communauté des États d'Europe est-elle capable de « socialiser » et transformer les partis populistes contraints, une fois aux affaires, à se confronter au dur exercice du pouvoir ou à les obliger à le quitter ?

Que ce soit en Grèce, en Finlande ou en Belgique, les partis extrémistes trouvent leurs limites dans l'attachement des citoyens à la construction européenne et, souvent, à l'euro. Malgré le régime drastique que la Troïka leur a imposé, les Grecs ont massivement souhaité rester dans l'euro. Podemos en Espagne, qui a refusé de participer à une coalition gouvernementale alternative, a abandonné, comme l'extrême gauche portugaise, ses revendications de quitter l'euro. La nouvelle équipe gouvernementale polonaise, de même que les autorités hongroises, se polarisent sur la critique de certaines politiques européennes mais ne remettent pas en cause leur appartenance à l'ensemble européen. Tout se passe comme si le « plafond de verre » des populismes était constitué par la remise en cause de l'appartenance à l'Union européenne, voire à l'euro. Aurait-ils là trouvé leurs limites ? De fait, si l'image de l'Union s'est dégradée dans les opinions, elle est toujours restée positive, au-delà ou juste en dessous des 50% d'opinions favorables.

Les citoyens européens sont prompts à manifester leur rejet des politiques et des partis traditionnels. Leur agacement, leur révolte parfois, ne va pas jusqu'à l'abandon des acquis européens fondamentaux. Le contexte sécuritaire

**La résilience européenne face aux provocations, aux accrocs à l'État de droit ou aux règles communes, est bien réelle. L'Union est capable de venir à bout sans drame « d'accidents démocratiques » ayant porté au pouvoir des partis d'un bord extrême**



SIPA PRESS

international, la montée des défis, les conflits, pour l'instant lointains, semblent attiser le bon sens des électeurs, obligeant les populismes à ne pas franchir certaines limites.

À cet égard, les résultats du référendum britannique du 23 juin seront particulièrement importants, en posant la question de savoir si un tabou va être levé, celui de l'évidence d'être membre d'une construction qui a durablement ramené la paix et la stabilité sur le continent. Les opinions européennes ont peur « d'un saut dans l'inconnu ». C'est d'ailleurs le principal thème de campagne du gouvernement de David Cameron.

Enfin, il convient d'examiner les effets des succès extrémistes, nationalistes ou populistes sur les institutions européennes, puisque c'est au Parlement européen, du fait du mode de scrutin, qu'ils ont conquis le plus de postes électifs.

À ce jour, les élus de ces partis comptent 171 députés sur 751, dans des groupes ouvertement eurosceptiques (GUE, EFD, ENP, PIS, NI) qui représentent donc 22,8% du Parlement. De l'avis général, leur présence n'a pas transformé les conditions de travail de l'assemblée de Strasbourg, même si elle n'a pas contribué, par les chahuts ou les outrances, à renforcer sa crédibilité. Les partis de gouvernement se sont coalisés pour leur faire obstacle, mais c'est surtout l'absence de contenu et de travail constructif qui a démontré que ces groupes extrêmes, au demeurant très divisés et disparates, ne constituaient pas une alternative.

On pourrait même affirmer que le scrutin européen a permis l'expression démocratique des populismes, nationalismes et extrémismes alors que les modes de scrutin nationaux veillent à les restreindre chez eux.

Par ailleurs, la Commission européenne ne compte aucun représentant de ces courants et le Conseil (Affaires étrangères, Défense, Eco-fin), où siègent les ministres des États membres, n'a nullement souffert de la présence des rares représentants de gouvernements auxquels participaient des eurosceptiques ou des partis populistes.

**Ordre mondial.** L'interpellation populiste n'est pas une spécificité européenne. Elle est bien commune à tous les ensembles démocratiques et constitue pour eux un défi bien réel. Les mutations technologiques, économiques, culturelles et sociales, qui transforment sous nos yeux l'ordre mondial, imposent à l'évidence des changements majeurs dans l'exercice de la Démocratie représentative. Dans ce maelström, la construction européenne est particulièrement interpellée du fait de son caractère original, inédit et inachevé. Son passé l'expose par ailleurs tout particulièrement au retour d'un nationalisme frileux complètement dépassé par les réalités du monde. Les ressentiments ethniques, les frustrations historiques, les peurs ancestrales et les réflexes conditionnés des Européens, sédiments de l'histoire sur lesquels l'Union européenne s'est bâtie, constituent autant de risques susceptibles de peser sur l'évolution politique de l'Europe.

Les crises récentes nous montrent que les fondations en sont pourtant plus solides qu'il n'y paraît. Elles sont faites d'intérêts souvent partagés, à défaut d'être acceptés comme communs, mais aussi d'engagements légitimes, de traités signés et appliqués, d'un droit très avancé, vraisemblablement suffisamment souple pour supporter de vraies attaques et suffisamment solide pour les contenir. Les mois et les années qui viennent vont les mettre à l'épreuve et apporter une confirmation ou un démenti à cette affirmation - il est vrai - optimiste.

Jean-Dominique Giuliani